

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

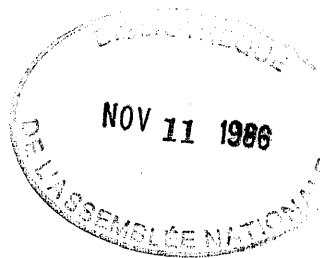
Projet de loi 122

**Loi modifiant diverses dispositions  
législatives concernant la mention du  
district judiciaire de Laval ou de Longueuil  
dans les statuts de certaines corporations**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Fortier  
Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet de loi propose de rendre valide la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts des compagnies, des coopératives, des fédérations de coopératives, des confédérations de fédérations de coopératives, des sociétés mutuelles d'assurance, des fédérations de sociétés mutuelles d'assurance et des corporations de fonds de garantie.*

#### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);
- Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);
- Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2).

## Projet de loi 122

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est modifiée par l'insertion, après l'article 93.35, du suivant:

« **93.35.1** Depuis le 11 septembre 1985, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une société mutuelle d'assurance établit son siège social au Québec, est valide. ».

**2.** La Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifiée par l'insertion, après l'article 123.171, du suivant:

« **123.172** Depuis le 31 janvier 1980, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une compagnie établit son siège social au Québec, est valide. ».

**3.** La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

« **33.1** Depuis le 21 décembre 1983, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une coopérative établit son siège social au Québec, est valide. ».

**4.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).